

Journal de 20 heures
Kibuye est un des objectifs prioritaires du
Front patriotique rwandais. Il souhaite couper
en deux la zone gouvernementale

Bruno Masure, Philippe Boisserie, Benoît Duquesne, Laurent Boussié

France 2, 26 juin 1994

Les forces françaises ont continué de pénétrer vers l'Est à l'intérieur du territoire rwandais, pour l'instant sans incident sérieux.

[Bruno Masure :] Madame, Monsieur, bonsoir. Scène inédite au cœur de l'Afrique aujourd'hui. Des Tutsi ayant survécu aux massacres perpétrés dans le Sud-Ouest du Rwanda ont participé ce dimanche à une messe dans le camp où ils sont rassemblés, camp désormais placé sous la protection des soldats français de l'opération Turquoise.

Aujourd'hui, les forces françaises ont continué de pénétrer vers l'Est à l'intérieur du territoire rwandais, pour l'instant sans incident sérieux. Reportage de nos envoyés spéciaux, Philippe Boisserie, Éric Maizy.

[Philippe Boisserie :] Au soleil levant, en rase-motte sur le lac Kivu, quatre hélicoptères Puma emmènent 34 hommes des commandos de l'air [on voit ces hélicoptères survoler le lac Kivu à basse altitude]. Direction Kibuye, en plein centre du pays hutu. Petite ville autrefois aussi calme que les eaux du lac qui la bordent [on voit un hélicoptère se poser devant un bâtiment sur lequel se trouve inscrit "Bureau de préfecture Kibuye"].

La mission de ces militaires n'est plus exploratoire [on voit des soldats sauter de l'hélicoptère, dont le lieutenant-colonel Jean-Rémy Duval]. Il viennent ici pour s'installer. Les premières prises de contact seront sommaires. Le préfet n'est pas là, le sous-préfet non plus [on voit Jean-Rémy Duval passer devant la caméra, une sacoche à la main]. Les militaires rwandais semblent

complètement désorganisés [on voit Jean-Rémy Duval s'entretenir avec un militaire rwandais coiffé d'un béret rouge].

Une femme gendarme donne à manger dans ce qui est aujourd'hui sa maison [on voit une femme au béret rouge assise dans une camionnette donnant le biberon à un enfant]. Elle et ses enfants ont fui précipitamment Kigali en guerre.

L'analyse des cartes confirme la proximité du front : environ 60 kilomètres. Kibuye est un des objectifs prioritaires du Front patriotique rwandais [on voit un Rwandais en train de donner des indications sur une carte de la région à Jean-Rémy Duval]. Il souhaite couper en deux la zone gouvernementale.

Mais la première mission des militaires français concerne ces Sœurs de la congrégation Sainte-Marie. Des Rwandaises des deux ethnies, des Belges [on voit deux Sœurs venir saluer un soldat français]. Depuis deux mois elles tentent de se protéger contre de multiples tentatives d'agression [on voit les Sœurs assister à la messe et on entend applaudir à la consécration]. Elles y sont parvenues au prix d'une condition : n'accueillir aucun réfugié. Seule exception, ces deux enfants.

[”Sœur Aurea Uwanariya [Uwamariya], Congrégation Ste Marie”, parlant d'un garçonnet et d'une fillette : ”Nous pensons que c'était un petit Tutsi. Mmm... Et la petite fille qui gardait l'enfant c'était la petite fille hutu [sourire]. Oui. Et la fille est très, très gentille. Elle est restée comme la maman de l'enfant”].

En avril dernier, les parents de Benoît ont disparu comme tant d'autres. Marie a alors décidé de fuir avec lui.

[Sœur Aurea Uwamariya [on l'entend parler en kinyarwanda à la jeune fille] : - ”Donc, l'enfant, euh..., elle a dit que... elle n'a pas eu peur pour le petit Benoît parce que... elle ne savait pas s'il est Hutu ou Tutsi. Mais elle disait qu'il est Hutu pour être protégé” [gros plan sur le visage de Benoît]. Philippe Boisserie, s'adressant à l'enfant [la Sœur Aurea assure la traduction] : - ”Qu'est-ce que tu vas faire maintenant?”. [La petite fille murmure une réponse et la Sœur traduit : - ”[Sourire] Ce que..., ce que... elle veut faire, c'est de continuer à vivre avec Benoît [sourire]”].

Ce dernier rêve ne se réalisera pas : dans quelques jours, dès que la route sera sûre, Benoît partira avec les Sœurs se réfugier au Zaïre [on voit la Sœur Aurea s'éloigner en tenant par la main le petit Benoît].

[Bruno Masure :] Une autre de nos équipes avec Valérie Fourniou et Jean-François Hoffmann était aujourd'hui en pays hutu dans la région de Gisenyi au nord du pays, où s'est réfugié ce qui reste du gouvernement légal qui a fui

Kigali.

[Valérie Fourniou :] Deuxième incursion des soldats français au nord du territoire rwandais. Nous sommes à cinq kilomètres de la frontière du Zaïre. Le convoi ne fait que traverser cette cité balnéaire de Gisenyi [on voit notamment des Rwandais en train de se baigner dans le lac Kivu] pour éviter d'y rencontrer le gouvernement rwandais. Une volonté politique de la France.

À Gisenyi, l'hôtel Méridien est devenu une base arrière de ce gouvernement provisoire. Tous les ministres y ont une chambre. Et pour rencontrer le premier d'entre eux, il nous faudra être escorté [on voit deux soldats des FAR se diriger vers la chambre du Premier ministre].

Loin de Kigali, en habit militaire et dans les fauteuils de cet hôtel, il nous expliquera que son armée n'a jamais œuvré dans une logique d'extermination des Tutsi [on voit une dame puis Jean Kambanda ; une Kalachnikov est posée sur une table].

[”Jérôme Bicamumpaka, ”Premier Ministre, Gouvernement provisoire Rwandais” [sic ; en fait, il s'agit de Jean Kambanda] : ”Il n'y a pas eu une volonté délibérée du gouvernement d'exterminer des ethnies parce que je crois que c'est..., c'est là où on..., c'est à ce moment-là où on parle de génocide. Qu'il y ait eu une guerre, qu'il y ait eu une guerre..., que..., s'appeler ethnique ou autre, euh, c'est pas la première fois qu'on..., qu'on rencontre une..., un tel phénomène dans le monde. Donc il y a eu un affrontement, ethnique, c'est vrai. Mais il n'y a pas eu une volonté délibérée de..., d'un groupe pour exterminer totalement un autre”.]

Pourtant nous retrouverons à l'extérieur de l'hôtel les hommes de la milice du régime, l'Interawane [Interahamwe], responsable de nombreux massacres de Tutsi. Garde rapprochée du ministre de la Défense, replié lui aussi sur Gisenyi, à la tête de 40 000 hommes. Pour lui l'ennemi n'est pas seulement le FPR, les Tutsi [on voit un militaire des FAR se diriger vers la villa du ministre].

[Augustin Bizimana, ”Ministre de la Défense, Gouvernement provisoire Rwandais” : - ”Je ne dirais pas que nous nous battons contre le FPR. Nous nous battons contre l'Ouganda. Avec des...”. Valérie Fourniou : - ”Vous estimez que vous êtes en guerre contre l'Ouganda?”. Augustin Bizimana : - ”Contre l'Ouganda. En tant que ministre de la Défense, je peux le déclarer [inaudible ; la vidéo s'interrompt pendant plusieurs] problème, nous sommes en guerre contre..., contre l'Ouganda. Nous savons qu'il y a des appuis de..., de la Belgique. Nous savons que..., euh..., les Américains ont..., dans un premier temps, avec, euh, erreur, se sont trompés : ils ont appuyé l'action du...,

du FPR”.]

Mais pour l’envoyé du Pape, le cardinal Etchegaray, messenger de paix, c’est la logique de guerre qu’il faut arrêter [on voit le cardinal arriver à l’hôtel Méridien pour donner une conférence de presse].

[Cardinal Etchegaray : ”Cesser le feu veut dire, aussi, au Rwanda, cesser la machette, cesser l’arc, cesser la lance”.]

En attendant, le gouvernement provisoire coule des jours tranquilles à Gisenyi, loin du front et proche des Français [on voit des Rwandais s’amuser dans le lac Kivu].

[Bruno Masure :] Tous les militaires français participant à cette opération Turquoise sont déployés sur deux bases arrières à la frontière du Zaïre, Bukavu et surtout Gouma [sic]. Goma centre nerveux de cette opération où déjà plus de 1 000 hommes et 120 véhicules ont été rassemblés. Reportage Benoît Duquesne et Jean-François Hoffmann.

[Benoît Duquesne :] Le général Lafourcade une nouvelle fois sur le tarmac de l’aéroport de Goma pour contrôler la montée en régime de l’opération Turquoise [on voit le général Jean-Claude Lafourcade venir saluer ses hommes en train de décharger un avion]. Ces avions aujourd’hui ont effectué une cinquantaine de rotations, déchargés 500 tonnes de matériels, des véhicules blindés et des troupes, y compris les renforts sénégalais [on voit des soldats sénégalais en train de chanter en tapant dans leurs mains]. 40 hommes équipés, nourris par l’armée française, la contribution africaine à l’opération.

Mais le général Lafourcade est satisfait et il le dit dans une conférence de presse dans le hall de l’aéroport : ses premières patrouilles n’ont rencontré aucune hostilité [on voit le général Lafourcade devant un parterre de journalistes blancs]. Les machettes sont rentrées et les populations rassurées, surtout dans le Sud du pays [on entend le général Lafourcade dire : ”Et comme vous le savez. La caractéristique aujourd’hui”].

[”Général Jean-Claude Lafourcade, Commandant Opération ”Turquoise” : - ”Ces populations étaient, euh..., craintives, euh, traumatisées par les mois précédents. Et même à l’intérieur des camps de réfugiés, euh, où ils se trouvaient, elles craignaient des représailles ou des..., des..., des exactions de la part des miliciens qui sont en fait des jeunes désorganisés en petites bandes, et qui se vengent, euh, peut-être, des situations précédentes”. Benoît Duquesne : - ”Ces mêmes..., ces mêmes jeunes qui aujourd’hui vous acclament quand vous arrivez?”. Jean-Claude Lafourcade : - ”Alors, les jeunes, euh..., on peut pas dire que les jeunes nous acclament. Je crois que les jeunes excités, qui étaient peut-être à l’origine de pas mal d’exactions, rentrent un peu dans

l'ombre, cachent leur arme ou leur machette et pour l'instant ne bougent pas".]

[Bruno Masure :] Conséquence inattendue de ce déclenchement de l'opération Turquoise, la remise en selle du numéro un zaïrois : le maréchal Mobutu, jusqu'alors de plus en plus boudé par les grandes capitales, est devenu un interlocuteur indispensable en prêtant son territoire. L'opposition zaïroise est très critique contre cette intervention française et les militaires français sont déployés dans une région, au Zaïre, où les habitants sont plutôt hostiles au pouvoir central. Reportage Philippe Boisserie, Éric Maizy.

[Philippe Boisserie :] Lorsque les militaires français traversent la ville frontalière de Bukavu, ils ne laissent pas indifférents les Zaïrois. Certains d'entre eux applaudissent, d'autres regardent sans rien dire. Et si l'accueil est dans l'ensemble plutôt favorable, tous pensent à leur propre situation [on voit un convoi de jeeps de l'armée française passer devant des Zaïrois massés le long de la route].

[Un Zaïrois : "Vous partez pour aider les autres. Il faut nous aider d'abord, nous, qui vous donnez les [inaudible] [on entend quelqu'un sourire]".

Un autre Zaïrois : "Quand il y aura la [inaudible] descend ici, c'est alors que vous allez venir..., intervenir. Mais je crois que ça sera peut-être trop tard. Mais c'est le moment d'intervenir pour que nous..., hein, nous, les enfants... – peut-être les enfants des pauvres – pour que nous puissions avoir, quand même où étudier".

Le Zaïrois qui a pris la parole juste avant : "Les Français..., les militaires français, ici au Rwanda, ici au Zaïre pour nous c'est quelque chose de bénéfique. Donc, euh, nous, nous voulons, c'est maqué..., malgré que c'est Mobutu qui a apporté les Français ici, que Mobutu aussi parte!".

Un autre Zaïrois : - "Nous pensons que peut-être vous venez, euh..., pour arranger la situation. Mais nous craignons que ce ne soit pour, euh, vous occuper du Zaïre". Philippe Boisserie : - "C'est-à-dire?". Le Zaïrois : - "C'est à dire, peut-être, euh, protéger Mobutu qui..., qui nous fait souffrir... Voilà". Philippe Boisserie : - "Vous pensez qu'il y a eu une négociation pour la présence des militaires français?". Le Zaïrois : - "Nous pensons, nous pensons. Nous pensons que vous venez pour Mobutu".]

Vu la situation politique de plus en plus confuse au Zaïre [gros plan sur un homme en train de lire un article de journal intitulé "Depuis hier, 2 500 militaires français sont déployés au Rwanda"], vu l'impossibilité d'y trouver depuis quatre ans le chemin d'une démocratie à peu près acceptée par tous, la présence des militaires français ne fait qu'aviver les tensions.

Surtout que l'économie, elle, est de plus en plus catastrophique. L'arrivée de milliers de réfugiés rwandais ces dernières semaines n'a rien arrangé, les prix ont encore un peu plus augmenté. La colère aussi [diffusion d'images de la ville de Bukavu].

[**Bruno Masure interviewe à présent Benoît Duquesne, en duplex de Goma.**]

Bruno Masure : Nous retrouvons, euh, en direct de Bukavu [erreur, il s'agit de Goma], euh, l'un de nos envoyés spéciaux, Benoît Duquesne. Les liaisons sont un petit peu difficiles à établir, vous vous en doutez bien. Benoît, la..., la nuit tombe beaucoup plus vite sur le continent africain, euh, qu'en France. Est-ce qu'on peut faire rapidement un point des opérations ? La base de Bukavu, on l'a vu, euh, sert de..., de relais logistique. Est-ce que... on..., on en est les..., les spécialistes a dit [sic] qu'il faudrait 10 jours pour tout mettre au point. Où en est-on précisément aujourd'hui ?

Benoît Duquesne : Oui on pour..., on pourrait presque dire qu'on en est à mi-route, si vous voulez. Parce qu'il y a à peu près 1 200, 1 100 hommes environ qui sont arrivés maintenant sur, euh, sur place. Et le dispositif une fois terminé devrait monter à environ 2 500 hommes. Sans compter un hôpital militaire, etc., qui doivent encore s'installer. Donc on est encore loin du compte. Mais il faudra effectivement une dizaine de jours avant que, euh, ici, les choses soient prêtes et que des points fixes soient établis à l'intérieur du Rwanda..., du Rwanda pour éventuellement après déplacer l'ensemble du dispositif plus avant dans le pays [une incrustation "Goma (Zaire), direct" s'affiche à l'écran]. Mais s'il vous plaît, une petite chose simplement sur l'état d'esprit des militaires : euh, jusqu'à présent on a l'impression qu'ils sont un petit peu partagés entre deux choses. D'un côté il y a quelquefois une gêne d'être, euh, quelquefois applaudis par des gens dont on sait qu'ils ont participé à des massacres. Et en même temps, d'un autre côté, la certitude de participer à quelque chose d'utile dans la mesure où depuis qu'ils sont là, eh bien, ces massacres ont cessé. Et effectivement, les gens disent que la paix revient, au moins dans ces régions-là.

Bruno Masure : Alors Benoît, il est bien évidemment très difficile de savoir ce qui se passe partout sur le territoire, euh..., euh, rwandais. Mais à Paris l'amiral..., l'amiral Lanxade a fait état de "tensions" – entre guillemets – dans la population, notamment du côté de Kibuye. Est-ce que vous avez des..., des précisions sur d'éventuels incidents ?

Benoît Duquesne : Non, c'est vrai que la région de Kibuye était celle qui posait le plus pro..., de problèmes aux militaires. C'est pour ça que ce

matin ils ont envoyé un premier détachement aéroporté pour rassurer un petit peu, euh, la population, notamment, euh..., quelques religieuses américaines et anglaises qui se trouvaient là et quelques orphelins tutsi qui se sentaient menacés. La mission s'est..., s'est, euh, en principe, assez bien déroulée. Il y avait un autre détachement qui passait par la terre et qui n'est pas arrivé ce soir jusqu'à Kibuye. Mais a priori, d'après nos informations, eh bien, bien que ce soit le..., l'endroit le plus tendu si on veut, dans cette zone-là, les choses ne se passaient pas trop mal.

Bruno Masure : Merci beaucoup. Euh..., vous étiez en direct de Goma, base militaire. On entendait derrière vous les avions.

Dans la capitale, Kigali, la situation ne s'arrange pas, bien au contraire. Une nouvelle fois, les bombardements ont contraint les responsables de l'ONU à reporter l'évacuation d'un certain nombre de réfugiés hors de cette capitale martyre.

[Bruno Masure interviewe à présent Laurent Boussié, en duplex de Kigali.]

Bruno Masure : Nous avons, euh, Laurent Boussié qui est en direct là-bas et qui est pour France 2 avec son équipe Jean-Marie Lemaire, Gérard Flegeau. Est-ce qu'on peut faire Laurent, rapidement, un petit point de la situation ? Euh..., il y a eu beaucoup de combats aujourd'hui avec un incendie assez spectaculaire du mont Kigali en ce moment.

Laurent Boussié : Oui absolument. À Kigali la situation empire. Elle se dégrade sur le plan sanitaire, je vais y revenir. Et militairement, bien que le..., les fronts soient à peu près stabilisés et que les soldats gouvernementaux semblent reprendre un petit peu du poil de la bête, les combats sont pratiquement incessants. Toute la journée il y a eu des bombardements et ce soir, vous le disiez, depuis, euh..., 19 heures peut-être, c'est-à-dire à peu près une heure 40, il y a une..., un violente [sic] attaque du FPR sur le mont Kigali tenu par les soldats gouvernementaux. Le pilonnage a d'abord été terrible. Et un gigantesque incendie – que j'ai sous les yeux actuellement –, je vois le mont Kigali dont le sommet et, euh, et les flancs sont encore en feu. Je crains malheureusement que la nuit ne soit pas très calme. Quant à la situation sanitaire, elle devient très, très préoccupante : depuis six jours, maintenant, il n'y a pas eu d'évacuation sanitaire, il n'y a pas eu de transfert de blessés. L'ONU avait, euh, prévu pour aujourd'hui, euh, d'évacuer 35 blessés très graves de l'hôpital de la Croix-Rouge vers l'hôpital, euh..., du roi Fayçal, moins exposé. À 10 heures ce matin, ces blessés ont été mis dans les camions et des ambulances. Et au même moment, de nouveaux bombardements, euh,

ont commencé dans plusieurs quartiers de la ville, dont celui du centre-ville où se trouve la Croix-Rouge. Pris sous ces bombardements, les camions n'ont pas pu démarrer. Ils sont restés, euh, bloqués sous le soleil et les tirs. Et... avec des obus qui tombaient à moins de 10 mètres. À 17 heures, euh, cet après-midi, profitant d'une accalmie, les responsables, euh..., de..., de..., de l'hôpital ont remis les blessés, euh, dans l'hôpital. Vous imaginez ces blessés gravement touchés qui ont dû passer sept heures sans boire, sans soin, sous le soleil et sous les obus. C'était, euh, c'était terrible, c'était l'horreur. Et..., et il y a peu de mots pour décrire ça.

Bruno Masure : Laurent Boussié, selon le général qui commande les Casques bleus qui sont encore sur place, les forces gouvernementales à Kigali semblent reprendre confiance du fait de..., de l'intervention française à l'Ouest du pays. Est-ce que vous avez le même sentiment sur place ?

Laurent Boussié : Écoutez, ce qui est sûr actuellement, ce qui est sûr en tout cas, c'est qu'après quelques avancées, euh, la semaine dernière, le..., le Front..., du côté..., l'avancée du côté du Front, euh..., rwandais, le front militaire semble se stabiliser, euh, en tout cas sur la ville de Kigali. Sur le reste, j'ai pas vraiment d'information. Mais sur la ville de Kigali, c'est vrai le front stabilise. Et malgré ces combats les positions restent à peu près stables. Euh, donc, euh, les..., les attaques du FPR pour le moment sont..., sont repoussées par les soldats gouvernementaux.

Bruno Masure : Merci beaucoup Laurent Boussié qui, je vous le rappelle, est... envoyé spécial pour France 2 à Kigali où il travaille avec son équipe dans des conditions de plus en plus difficiles.

Cette intervention militaire française ne fait pas l'unanimité, loin de là. Exemple, cette manifestation, aujourd'hui, devant l'ambassade de France à Bruxelles [on voit des Rwandais défiler dans les rues de Bruxelles en tenant notamment une banderole sur laquelle se trouvent notamment inscrits les mots "Complicité", "Mitterrand assassin", François au secours"] où un certain nombre de manifestants rwandais mais aussi zairois – tous d'origine tutsi – ont scandé leur colère face à la décision française d'intervenir au Rwanda.